

## Mahmoud Abbas présentera la candidature de la Palestine comme État non Membre des Nations Unies

27 September 2012 – Le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a indiqué jeudi son intention de poursuivre ses efforts pour que la Palestine soit accueillie au sein de toutes les instances onusiennes, y compris en tant qu'État non Membre des Nations Unies par l'Assemblée générale, au cours de sa 67<sup>ème</sup> session. Cette requête fait suite à celle, restée lettre morte, de l'an dernier, pour devenir État Membre des Nations Unies.

M. Abbas a également dénoncé la poursuite de la politique israélienne de colonisation dans les territoires palestiniens occupés, preuve selon lui du rejet par Israël de la solution à deux États soutenue par la communauté mondiale.

Les événements de l'année écoulée ont confirmé « le danger catastrophique de la colonisation israélienne raciste de la Palestine », a-t-il affirmé. Il a déploré l'escalade des attaques menées par « les milices terroristes des colons israéliens ». Israël, la puissance occupante, « a poursuivi sa campagne de colonies de peuplement, mettant l'accent sur Jérusalem et ses environs », afin de « modifier le caractère historique de la Ville sainte », a-t-il dit, dénonçant « une campagne de purification ethnique » contre le peuple palestinien.

Israël a également continué de construire et d'étendre les colonies de peuplement dans différentes zones de Cisjordanie, tandis que le blocus et les attaques se poursuivent dans la bande de Gaza, a accusé M. Abbas. La politique d'Israël, a-t-il expliqué, « affaiblit l'Autorité palestinienne, l'empêche de remplir ses fonctions et obligations et menace donc son existence même ». Il a condamné en outre le discours d'Israël qui selon lui « n'hésite pas à brandir des positions extrémistes et agressives » qui « incitent au conflit religieux. »

L'Autorité palestinienne, a-t-il rappelé, a entrepris, en vain, des initiatives pour créer des conditions favorables à la reprise des négociations. Selon lui, l'attitude de l'État hébreu ne peut avoir qu'une explication : son gouvernement « rejette la solution à deux États ». Cette solution représente pourtant l'esprit et l'essence du compromis incarné dans la Déclaration de principe d'Oslo. Pour M. Abbas, Israël s'emploie à vider les Accords d'Oslo de leur contenu, tout en créant sur le terrain des conditions qui rendent leur application extrêmement difficile, voire impossible.

« Israël refuse de mettre un terme à l'occupation, refuse de permettre au peuple palestinien de réaliser ses droits et sa liberté, et rejette l'indépendance de l'Etat de Palestine », s'est indigné le Président. « Israël promet au peuple palestinien une nouvelle catastrophe, un nouveau Nakba », a-t-il dit en référence au terme utilisé par les Palestiniens au moment de la création de l'État d'Israël en 1948.

Au nom du peuple palestinien, et malgré « le sentiment de colère », M. Abbas a réaffirmé son engagement en faveur de la paix et de la non-violence. Il a rejeté le terrorisme sous toutes ses formes, en particulier le terrorisme d'État. « Nous continuons à tendre la main au peuple israélien pour faire la paix », a-t-il affirmé. « Les deux peuples doivent vivre et coexister, chacun dans leur Etat respectif, en Terre sainte ».

« Il reste une chance, peut-être la dernière, de sauvegarder la solution à deux États et de sauver la paix », a-t-il estimé. Cette tâche urgente nécessite, selon lui, une nouvelle approche. Pour cela, il faut commencer par condamner, punir et boycotter les colonies de peuplement. Il faut aussi réaffirmer les termes de référence de la solution au conflit. Les éléments de cette solution sont bien connus. C'est la volonté de les mettre en œuvre qui est nécessaire. Il s'agit de réaliser l'indépendance de l'Etat de Palestine, avec Jérusalem-Est comme capitale, sur l'ensemble du territoire occupé par Israël depuis 1967, et de trouver une solution juste à la question des réfugiés palestiniens.

M. Abbas a rappelé que la tentative d'obtenir une pleine reconnaissance de l'État palestinien lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU en 2011 avait tourné court, malgré l'appui de la majorité des pays du monde. Sa candidature a toutefois été acceptée à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). « Nous poursuivrons nos efforts pour que la Palestine devienne membre à part entière des Nations Unies », a-t-il assuré. M. Abbas a indiqué que sa délégation avait entamé des consultations intensives avec diverses organisations régionales et des Etats Membres afin que l'Assemblée générale adopte une résolution considérant l'Etat de Palestine comme un État non Membre des Nations Unies pendant cette session.

« Nous ne cherchons nullement à ôter à Israël sa légitimité », a conclu M. Abbas, « mais plutôt à affirmer que l'État de Palestine doit être édifié ».